«La Moldavie est un concentré d'histoire européenne» Entretien avec Stella Ghervas

Description

Roumaine originaire de Moldavie, ayant vécu longtemps en Russie et en Ukraine, aujourd'hui établie en Suisse, l'historienne Stella Ghervas peut se vanter d'un parcours personnel et intellectuel totalement européen. Interviewée par le quotidien moldave Timpul, elle évoque l'histoire de l'Europe et le devenir de son pays d'origine.



Docteur en histoire de l'Université de Bucarest, docteur ès lettres de l'Université de Genève, titulaire d'une maîtrise en philosophie et sciences politiques de l'Université de Saint-Pétersbourg et d'un Master en études européennes de l'Institut européen de l'Université de Genève, Stella Ghervas est aujourd'hui chercheuse à l'Institut d'études avancées de Paris (IEA) et directrice d'études associée à la MSH-Paris. Cette Européenne «dans les actes» consacre avec ardeur et exigence ses travaux à l'histoire culturelle et politique européenne et a été distinguée par le prix Guizot 2009 de l'Académie française pour son livre sur l'Europe de la Sainte-Alliance[1], dans lequel elle retrace le parcours d'Alexandre Stourdza. Durant la première moitié du 19e siècle, cet intellectuel et diplomate d'origine gréco-roumaine a œuvré dans la diplomatie russe et européenne et rédigé le premier traité européen signé par tous les Etats du continent, la Sainte-Alliance.

Stella Ghervas a accordé au quotidien moldave *Timpul* une interview dont *Regard sur l'Est* reproduit ici quelques extraits.

Angelina Olaru: Après quinze ans passés en Occident, dans quel état retrouvez-vous aujourd'hui la Moldavie?

Stella Ghervas: Dans un équilibre à la fois dynamique et complexe. Le pays est tiraillé entre Occident, Russie et tentation du repli. Parallèlement, il tente de se positionner vis-à-vis de la Roumanie. La question n'est pas nouvelle et, depuis le traité de Bucarest de 1812, la Bessarabie s'est toujours tournée tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, selon les fortunes militaires des grandes puissances européennes. La question s'est posée de nouveau au début des années 1990. Aujourd'hui, la Moldavie est à un carrefour.
Mais cela ne signifie pas que la soumission à la volonté des grandes puissances est une fatalité et qu'il en sera toujours ainsi. J'espère que les Moldaves vont enfin se donner le droit de décider librement de leur avenir.

Vous venez de recevoir le prix Guizot de l'Académie française pour votre livre. Comment êtes-vous parvenue à vous imposer dans un milieu académique où la concurrence est forte? Sur quels projets travaillez-vous? Que pensez-vous du milieu académique moldave?

Je me positionne sur un créneau relativement nouveau. J'incarne trois visions complémentaires de l'Europe, alors que les oppositions se font jour quand on raisonne par paires (Occident/Sud-Est, Sud-Est/Russie, Russie/Occident).
Un de mes projets de recherche, que je mène en ce moment à l'IEA-Paris, porte sur *L'Europe élargie, de la Sainte-Alliance au traité de Lisbonne*. Il part de l'idée que, pour comprendre le processus en cours de construction européenne, il faut considérer *toute* l'Europe et donc aussi ses franges Est et Sud-Est. Et il faut remonter au-delà de 1945, année qu'on considère généralement comme le point zéro de la construction européenne: c'est-à-dire revenir à l'époque de la Société des nations, et même avant, à celle du Congrès de Vienne. Ça peut paraitre raisonnable, mais ce n'est pas du tout conformiste!
Je travaille également sur l'histoire de la mer Noire, de l'Antiquité à nos jours, espace d'échanges qui forme un tout.

Evidemment, ces travaux concernent aussi la Moldavie, car elle est un concentré d'histoire européenne – elle s'est trouvée sur un point de fracture entre les intérêts géopolitiques des puissances du continent, ce qui y a créé des divisions arbitraires.
Quant au milieu académique de Chisinau, j'y ai rencontré des gens extraordinaires. Je dois mentionner la «nouvelle génération» d'historiens du *Forum Plural* (Igor Casu, Andrei Cusco, Petru Negura, Virgil Paslariuc…), ainsi que des écrivains, comme Emilian Galaicu-Paun[2] et Dumitru Crudu. Ces chercheurs, formés dans des conditions de mobilité maximale, constituent aujourd'hui un groupe prometteur. Finalement, l'atout de l'Occident, ce sont ses moyens matériels. Ici, il y en a moins mais on trouve des chercheurs capables et ambitieux. Cela me fait penser à une phrase du célèbre roman *Neige* de l'écrivain turc Orhan Pamuk: «*Nous ne sommes pas bêtes, nous sommes seulement pauvres*». Il y a, en Moldavie, un potentiel intellectuel que d'autres pourraient lui envier!

Pour rester dans le sujet de votre livre, de quelle façon le 19e siècle peut-il nous aider à comprendre l'Europe d'aujourd'hui?

L'époque de la Sainte-Alliance n'était pas encore nationaliste. La «géographie mentale» de l'Europe était très différente de ce qu'elle est aujourd'hui, ses contours étaient moins nets, sa composition plus mélangée. Il n'y avait pas encore eu les transferts de populations et les nettoyages ethniques du 20e siècle.
Prenez Jean Capodistrias: il est né à Corfou, a étudié en Italie, est devenu ministre des Affaires étrangères du tsar Alexandre Ier, puis président de la Grèce. Pouvez-vous penser un personnage plus européen que lui? Alexandre Stourdza avait été son secrétaire particulier et il parlait six langues. C'est ainsi qu'il a eu la chance d'avoir entre les mains l'ébauche du traité de la Sainte-Alliance rédigée par le tsar et de la mettre dans la forme que nous lui connaissons.
Bien qu'Alexandre Stourdza soit le personnage central de mon ouvrage, il y apparaît surtout comme l'observateur du monde qui l'entoure. Ce qui m'a intéressée en lui, c'est surtout la façon dont il concevait l'Europe au début du 19e siècle. Il a participé au Congrès de Vienne, a connu le poète allemand Goethe, a dialogué avec Joseph de Maistre (un des esprits les plus brillants de son temps), il a inspiré les Règlements organiques des Principautés danubiennes et il a milité pour la cause de l'indépendance de la Grèce… Le système européen de cette époque n'a pas très bien fonctionné parce qu'il était trop rigide: il a mené aux révolutions de 1848 et à la Guerre de Crimée. Mais c'est une expérience européenne intéressante, qu'il faudrait regarder avec un œil neuf.
L'Union européenne, en adoptant les valeurs de la libre-circulation et de la diversité, nous renvoie à cette époque où on n'avait pas encore commencé à poser des fils de fer barbelés entre les nations. De ce point de vue, elle est en train de réparer une partie des dégâts que l'excès de nationalisme a causés en Europe.

Pensez-vous qu'il soit possible que la Moldavie change, sans revenir au passé?

Pour ne pas revenir au passé, il faut d'abord le connaître et c'est là la contribution de l'historien.
Il faut comprendre la géopolitique européenne pour aborder la situation de la Bessarabie. Parce qu'elle est située à l'ouest de la mer Noire, elle s'est trouvée à la fin du 18e siècle sur le chemin de l'Empire des tsars, qui poursuivait sa politique d'expansion en direction de Constantinople et de la Méditerranée. Les motivations de l'entrée de la Russie dans cette région ont surtout été stratégiques et économiques.
Maintenant, si la Moldavie souhaite vraiment aller en Europe, sa classe politique a sans doute raté le premier train. Mais elle a aussi été entravée: avant d'accéder à l'Union, elle devra régler ses problèmes territoriaux. Tant qu'il y aura une armée russe en Transnistrie, cela rendra la négociation difficile. La Russie a ses raisons géostratégiques de vouloir rester présente. C'est tout le problème.
Si cette région ne veut pas revenir en arrière, il faudra faire en sorte qu'elle ne soit plus continuellement dominée par des hégémonies étrangères. Pour cela, il est nécessaire que la Moldavie soit intégrée à un système européen qui garantisse la paix et la sécurité. En cela, l'UE apparaît comme une voie de sortie.

Même si le nouveau gouvernement a été démocratiquement élu, les anciennes structures de l'Etat empêchent son activité. Peut-on sortir d'une telle impasse politique?

Le changement politique s'est fait au travers de l'Etat de droit, ce qui est une bonne chose. N'en déplaise à Robespierre ou à Lénine, il n'y a pas d'exemple de révolution qui ait débouché sur la stabilité politique et la prospérité. On n'a jamais

construit grand-chose avec la violence ou l'extrémisme. Au contraire, les expériences de renouveau qui ont marché ont été celles où on a reconstruit patiemment, morceau par morceau, une société et un État qui fonctionnent.
La Moldavie n'est pas une exception: il faudra réformer les structures de l'administration publique qui sont obsolètes tout en conservant celles qui donnent satisfaction. C'est une œuvre de longue haleine qui exige de la patience et même de l'obstination… Et beaucoup de dialogue.

Quels sont, selon vous, les dangers qui guettent les intellectuels moldaves?

Le danger est toujours le même: confondre les faits et les opinions. La Moldavie vit une époque d'espoir. Il ne faut pas laisser les enthousiasmes et les rêves se transformer en radicalismes stériles qui s'affrontent. Car les idéologies falsifient souvent l'histoire.
Quant aux intellectuels qu'on a appelés aux postes politiques, ils font un pari difficile: faire face aux problèmes pratiques sans renoncer à leurs idéaux. Passée l'euphorie, il faudra reconstruire le pays petit à petit. Il faudra faire en sorte que les femmes et les hommes qui ont émigré pour gagner leur vie aient envie d'y revenir. Le futur ne sera pas toujours rose et il ne faudrait pas qu'ils se découragent.

On évoque de plus en plus une crise identitaire au sein de l'UE élargie. De quoi s'agit-il?

L'UE a aussi ses propres difficultés. Elle est née dans les années 1950, dans un contexte de guerre froide, dans les pays d'Occident. Maintenant, ces pays sont réunis à ceux de l'Est et du Sud-Est. Si je peux utiliser une métaphore, le grand problème, avant 2004, c'était d'arriver à se marier malgré l'opposition de la belle-famille (la Russie); maintenant, il faut organiser la vie en ménage!
En Occident, le problème est que la notion politique d'«Europe» a été centrée sur les pays fondateurs de la Communauté européenne. Culturellement, c'est ce que certains appellent «l'Europe des cathédrales gothiques». Aujourd'hui, celle-ci est entrée sur les territoires de tradition slave et gréco-byzantine. Il faut que chacun apprenne à considérer les modes de pensée des autres. C'est un processus d'apprentissage mutuel. Si les institutions de l'Union arrivent à dépasser ce stade, alors ce sera un ménage durable.

Les valeurs de l'Europe politique unissent-elles les peuples ou constituent-elles une pomme de discorde du fait de la disparition de l'indépendance nationale, de l'Etat supranational, etc.? Même Adam Michnik parle de la «*christophobie devenue 'politiquement correcte' pour les élites politiques européennes*»…

La Suisse a déjà vécu un tel processus, qui prend du temps. Il se crée une double logique, entre une UE gardienne des valeurs communes et les réalités de chaque Etat. Si c'est bien géré, cela peut devenir un atout et un facteur de stabilité. Tout dépendra de la sagesse de ceux qui conduisent aujourd'hui cette intégration.
Pour le reste, il y a encore du travail à faire à Bruxelles pour que ces valeurs soient bien établies et consensuelles. Prenez celle de la liberté du commerce, avec l'abaissement des barrières douanières: formulée ainsi, elle a causé de fortes oppositions dans les pays où il y avait la crainte de perdre des emplois à cause de la concurrence d'autres pays de l'Union. L'Occident a connu une petite phobie du «plombier polonais».
Pour la religion –qui constitue une valeur essentielle à l'est et au sud de l'Europe–, on a avancé dans le consensus: le traité de Lisbonne a définitivement intégré les héritages religieux dans son préambule. Donc, oui, il reste de la «christophobie» en Europe, mais c'est un phénomène qu'il faut rattacher à certaines formes occidentales de nationalisme; cela ne me paraît pas un risque au niveau de Bruxelles. Au contraire, l'Union aura tendance à s'opposer aux extrémismes au nom de ses propres valeurs.

Les chercheurs français ou suisses s'intéressent-ils à la situation en Moldavie? Quel regard portent-ils sur les efforts des communistes pour créer une «identité nationale moldave»?

J'aimerais faire une mise en garde: parler d'une identité nationale moldave est très ambigu. Objectivement, l'histoire de la Bessarabie depuis 1812 n'est pas une histoire «nationale». Les Moldaves ne forment pas une «ethnie pure» ou quelque chose de ce genre, mais partagent une histoire commune sur un territoire pluriel. Il y a un fond roumain, une tradition orthodoxe, il y a eu des influences russes, mais pas seulement. L'homogénéisation ethnique est une voie sans issue.

Sur le plan de la langue, j'ai pris position clairement: il n'y a pas de langue «moldave». A quel titre? Une langue n'est pas le monopole d'un Etat, elle appartient à ceux qui savent la parler et c'est tout. Le français est parlé en France, en Belgique, au Canada et en Suisse, pour n'en citer que quelques-uns, et je n'ai jamais vu les Suisses romands revendiquer le fait qu'ils parlent autre chose que du français.
En vérité, on appelle cette langue «roumaine», non en référence à l'Etat de Roumanie, mais à «romain», pour dire qu'elle descend du latin. Donc polémiquer sur l'usage de ce mot me paraît déplacé.
Quant à la République de Moldavie, c'est-à-dire la Bessarabie, je ne vois pas comment un traité d'annexion signé entre un Tsar russe et un Sultan ottoman en 1812 aurait pu fonder une identité nationale particulière et distincte des Moldaves de Roumanie. Ou alors, il faudrait faire un monument au tsar Alexandre Ier, en tant que fondateur de cette «nation»!
Pour le reste, ce peuple ballotté contre son gré par les empires a su d'une part conserver l'authenticité de ses traditions et de l'autre intégrer des éléments divers.

Que souhaitez-vous à la Moldavie pour son avenir?

Je souhaite trois choses aux Moldaves: qu'ils restent unis, libres et ouverts d'esprit. La Moldavie devrait laisser derrière elle l'idéologie micro-nationaliste des gouvernements précédents, pour découvrir ce qui rassemble ses citoyens et ce qui les unit à l'Europe. Ce pays est une terre de passage, un pont entre les cultures.
Une façon pour la Moldavie d'affirmer son européanité serait d'adopter la devise de l'Union européenne: «*Unis dans la diversité*» ou, mieux encore, celle de la Suisse, mon pays d'accueil: «*Un pour tous et tous pour un*».

Par Angelina OLARU

[1] *Réinventer la tradition. Alexandre Stourdza et l'Europe de la Sainte-Alliance*, Ed. Honoré Champion, Paris, 2008, 624 p.
[2] NDLR: voir Céline Bayou, «Le 'Cartier latin' de Chisinau. Entretien avec un éditeur moldave qui compte sur le marché roumain», *Regard sur l'Est*, 14 décembre 2008.

Article intégral, de Angelina Olaru, paru dans *Timpul*, 26 octobre 2009: http://www.timpul.md

Retour en haut de page

date créée
01/03/2010
Champs de Méta
Auteur-article : Angelina OLARU